

Exit la “Macédoine du Nord”

République de Macédoine
L'échec du référendum risque
d'enterrer l'accord avec la Grèce.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

On pourrait appeler cela une victoire à la Pyrrhus, si Pyrrhus avait été roi de Macédoine et non d'Épire... Le “oui” l'a très largement emporté lors du référendum du 30 septembre, avec 91,3% des bulletins exprimés, mais seuls 36,3% des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes, très loin du seuil de 50% requis pour valider la consultation. Dimanche soir, des centaines de partisans du boycott se sont rassemblés devant le siège du Parlement macédonien, semblant eux-mêmes surpris par l'ampleur de leur “victoire”.

Lundi, la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, et le commissaire à l'Élargissement Johannes Hahn ont également appelé à “respecter” la volonté des électeurs. Las, même si le référendum était consultatif, la règle exigeant une participation minimale de 50% était clairement énoncée, et le président de la Commission électorale a lui-même reconnu qu'il n'y avait pas de “message clair” des citoyens macédoniens.

L'appel du Premier ministre

Le Premier ministre social-démocrate Zoran Zaev a néanmoins parlé de “victoire”, appelant les députés du parti d'opposition nationaliste VMRO-DPMNE à voter le changement de nom du pays. C'est en effet au Parlement que tout va désormais se jouer, et ce changement entraînant une modification de la Constitution, il doit être approuvé à une majorité des deux tiers dont ne dispose pas le chef du gouvernement, même avec le renfort des élus de la communauté albanaise.

Alors que le président de la République, le très conservateur juriste Gjorge Ivanov, issu des rangs du VMRO-DPMNE, avait

appelé au boycott de la consultation, le nouveau chef du parti, Hristijan Mickoski, s'est prudemment gardé de donner une consigne de vote, tout en affirmant que les élus de son mouvement “respecteraient le message des urnes”. Il a lui-même attendu dimanche le milieu d'après-midi, quand il était quasi certain que la trop faible participation entraînerait l'annulation du scrutin, pour annoncer qu'il n'irait pas voter, avant de saluer la “sagesse” des électeurs qui ont boudé les urnes.

Des portes qui se ferment

Il paraît donc évident que les députés du VMRO-DPMNE ne voteront pas le changement constitutionnel, ce qui devrait entraîner l'annulation pure et simple de l'accord “historique” conclu avec la Grèce le 17 juin dernier.

Cet échec du référendum tient aux listes électorales elles-mêmes, où 1 806 336 électeurs étaient inscrits, alors que la Macédoine compte officiellement un peu plus de deux millions d'habitants, et très certainement beaucoup moins en raison de l'émigration massive qui touche le pays. Tous les partis politiques se sont toujours accommodés de ces listes jamais mises à jour, car elles permettent toutes les manipulations, sauf en cas de référendum, quand la participation devient l'enjeu principal.

Zoran Zaev a multiplié les erreurs. Celle d'avoir mené des négociations secrètes avec son homologue grec Alexis Tsipras, suscitant la méfiance des citoyens, celle aussi d'avoir mêlé, lors du référendum, deux questions bien différentes : l'indispensable normalisation des relations avec la Grèce et l'éventuelle adhésion de la Macédoine à l'Union européenne et à l'Otan. Les Macédoniens souhaitent des échanges apaisés avec le voisin grec, mais ils n'ont pas la naïveté de croire qu'il suffirait de changer le nom de leur pays pour que s'ouvrent aussitôt les portes de l'Europe.